



## Que se cache-t-il derrière la crise ukrainienne?

Par [Germán Gorraiz López](#)

Mondialisation.ca, 30 janvier 2022

[Observateur continental](#) 25 janvier 2022

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Histoire et Géopolitique](#)

Analyses: [Crise en Ukraine](#), [UKRAINE](#)

La hausse des prix du gaz et de l'électricité aurait surpris l'Europe avec des réserves de gaz à des niveaux historiquement bas (60%) et aurait mis en scène l'échec retentissant des politiques énergétiques d'une UE incapable d'atteindre une autosuffisance énergétique utopique.

L'un des facteurs qui affecte le plus la dépendance énergétique d'un pays est la quantité de pétrole et de gaz qui doit être importée pour l'industrie et les transports. La moyenne européenne étant de 52% et la Russie étant le principal fournisseur de gaz, de pétrole et de charbon de l'UE (avec respectivement 40%, 30% et 25%), il s'ensuit que l'UE serait un îlot énergétique et souffrirait d'une forte dépendance énergétique de la Russie d'où la récente flambée des prix du gaz et de l'électricité en Europe.

La Russie et la géopolitique du gaz. L'Algérie exporte son gaz à travers trois gazoducs: deux Algérie-Espagne (dont un passant par le Maroc) qui ne sont pas connectés au réseau européen et un troisième Algérie-Tunisie-Italie. Après la crise en Ukraine, les dirigeants de l'UE auraient établi comme priorité la nécessité d'améliorer la connexion gazière avec la péninsule ibérique au moyen d'un gazoduc reliant l'Espagne à la France via la Catalogne (gazoduc MidCat) par lequel l'Espagne serait le réseau énergétique européen du gaz d'Algérie, (équivalent à la moitié de ce qui vient de Russie via l'Ukraine), un projet qui serait resté dans les limbes en raison de la myopie des régulateurs européens et qui aurait rendu impossible que le gaz algérien soit l'alternative européenne à la dépendance énergétique russe.

Le projet de gazoduc connu sous le nom de Nabucco West projeté par les Etats-Unis pour transporter le gaz azéri vers l'Europe via la Turquie, la Bulgarie, la Roumanie et la Hongrie et éviter ainsi la dépendance énergétique de la Russie vis-à-vis de l'UE a échoué car le Turkménistan, l'Ouzbékistan et le Kazakhstan ont favorisé le projet russe du gazoduc South Stream, choisissant le tracé alternatif du Trans Adriatic Pipeline, (TAP, Trans Adriatic Pipeline), par lequel l'Azerbaïdjan exporterait son gaz vers l'Europe via la Grèce, l'Albanie et l'Italie. Mais, il ne peut transporter qu'un tiers du projet Nabucco, il ne représente, donc, aucune menace pour les intérêts de la Russie, surtout qu'après que l'Azerbaïdjan se soit finalement retiré du projet en juin 2013.

La Russie [a présenté](#) en 2007 le projet de gazoduc South Stream, un gazoduc de 40 milliards de dollars qui traverserait la Russie, la Bulgarie, la Serbie, la Hongrie, la Slovénie et l'Italie et dont la construction devait débuter en juin 2014, garantissant l'approvisionnement de gaz russe à l'UE en évitant le passage par l'Ukraine instable. Ainsi, après la crise du gaz de l'hiver 2006 et les coupures d'approvisionnement produites dans d'innombrables pays de l'UE (80% du gaz total que l'UE importe de Russie transite par l'Ukraine et fournit plus de 70

% à des pays comme les pays baltes, Finlande, Slovaquie, Bulgarie, Grèce, Autriche, Hongrie et République tchèque), ce projet dormira dans les limbes des rêves après le refus de la Bulgarie d'y participer en raison de la pression des Etats-Unis. En 2020, le gazoduc Turk Stream de 900 kilomètres a été conçu pour transporter du gaz naturel de la Russie vers la Turquie, ce qui profitera à des pays comme la Hongrie, la Serbie et la Bulgarie pour les inclure dans l'orbite russe, transformant ainsi l'Ukraine en une île énergétique.

La coalition d'intérêts russo-allemands a conçu le projet Nord Stream qui relie la Russie à l'Allemagne par la mer Baltique, avec une capacité de transport maximale de 55 000 millions de mètres cubes de gaz par an et valable 50 ans. Cette route est considérée comme vitale pour l'Allemagne et les pays nordiques. C'est pourquoi elle a été déclarée «d'intérêt européen» par le Parlement européen et cruciale pour la géostratégie énergétique russe. Ainsi, avec ces routes, la pince énergétique russe serait fermée en excluant la Pologne et l'Ukraine comme territoire de transit et la Russie atteindrait ainsi son double objectif géostratégique d'assurer un flux ininterrompu de gaz vers l'Europe par deux routes alternatives, les transformant en «îlots énergétiques» vers la Pologne et l'Ukraine.

Les Etats-Unis et le schiste. L'objectif sans équivoque des Etats-Unis serait de remplacer la dépendance russe vis-à-vis de l'énergie européenne (30 % du gaz importé par l'UE provient de Russie) par une dépendance à la fracturation hydraulique, inondant le marché européen de GNL (gaz naturel fracturé aux Etats-Unis et transporté par transporteurs de gaz) pour faire baisser les prix du gaz russe. Un autre objectif était de promouvoir l'utilisation de la technique de fracturation dans tous les pays d'Europe de l'Est, le soi-disant «arc de fracturation européen» qui s'étendrait des Etats baltes à l'Ukraine européenne, en passant par la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie, la Hongrie, la Roumanie et la Bulgarie et que cela dépendrait de la technologie d'entreprises américaines telles que Chevron ou Shell.

Ainsi, la Pologne, qui aspirait à devenir, avec ses deux terminaux, le principal centre de distribution de gaz naturel liquéfié (GNL) importé sur le territoire européen et après avoir dénoncé que «ce gazoduc pourrait renforcer la dépendance de l'UE vis-à-vis du gaz russe et consolider la position dominante de Gazprom sur le marché européen», aurait réussi à paralyser la construction dudit gazoduc avec l'objectif sans équivoque de ralentir la construction de Nord Stream 2. Ce gazoduc a une longueur totale de 1 200 km avec un coût estimé à environ 11 000 millions de dollars. Il transportera le gaz directement à travers la Russie baltique vers l'Allemagne et alors qu'il était déjà construit à 80 % et dans une tentative désespérée d'empêcher son achèvement, le Sénat américain a approuvé le 17 décembre le National Defense Authorization Act de 2020 signé par Donald Trump qui prévoyait des sanctions économiques contre les entreprises participant à la construction du gazoduc Nord Stream 2.

Cela représentait un missile dans la ligne de flottaison de la politique énergétique conçue par l'Allemagne lorsqu'Angela Merkel a déclaré qu'il s'agissait d'une «déclaration de guerre des Etats-Unis contre l'Allemagne», une réaffirmation tardive de la souveraineté allemande qui a amené les Etats-Unis à cesser de boycotter les travaux et à bénir l'aboutissement du projet gazier qui reste cependant inactif faute d'avoir reçu par l'Allemagne les autorisations nécessaires pour débiter sa livraison. Or, la crise actuelle du prix du gaz va être utilisée par Vladimir Poutine pour -par un mouvement audacieux de ses tours dans le jeu d'échecs géopolitique qui se déroulerait sur le territoire ukrainien- rééditer la guerre du gaz russo-ukrainienne de 2006 avec l'objectif sans équivoque de condamner le secteur pro-européen ukrainien à l'asphyxie économique et à la famine énergétique, n'excluant pas une

réaffirmation tardive de la souveraineté européenne par la France et l'Allemagne, qui se traduirait par la suspension des sanctions et un rapprochement ultérieur avec la Russie, laissant les pays de la «fracturation européenne arc» (Pologne, République tchèque, Slovaquie et Hongrie, Ukraine, Roumanie et Bulgarie) sous l'orbite américaine et exposés à de nouvelles guerres du gaz.

Germán Gorraiz López, *analyste politique*

La source originale de cet article est [Observateur continental](#)  
Copyright © [Germán Gorraiz López](#), [Observateur continental](#), 2022

---

Articles Par : [Germán Gorraiz López](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)